

Dossier d'autorisation d'urbanisme

09202318B0015

Clamart - Hauts-de-Seine

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

12/06/2018

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 07/08/2026 à 22:54 depuis RegistreDesPermis.fr.
Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	09202318B0015
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	SCCV MIDI 117/131 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
SIREN / SIRET	841501752 / 84150175200015

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2018
Autorisation	12/06/2018
Décision	12/06/2018
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2018-06
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	201806

Localisation

Adresse	3 RUE DU MIDI CLAMART 92140
Commune	Clamart (92023)
Département	Hauts-de-Seine (92)
Région	Île-de-France (11)
Code postal	92140
Parcelles cadastrales	AQ 293

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
SCCV MIDI 117/131 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	841501752	Société du permis
BOUYGUES IMMOBILIER	562091546	Gérant et associé indéfiniment responsable
572015246	572015246	Autre
AUDITEX	377652938	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-BAPTISTE CHARLES SCHOUTTETEN	-	Président de SAS
CBA	382420958	Commissaire aux comptes suppléant
ALAIN CHAVANCE	-	Gérant
OLIVIER LENEL	-	Gérant
ERNST & YOUNG AUDIT	344366315	Commissaire aux comptes titulaire
JEAN-ROCH MICHEL VARON	-	Président de SAS
FORVIS MAZARS SA	784824153	Commissaire aux comptes titulaire
ACHOUR MESSAS	-	Directeur Général
ALAIN CHAVANCE	-	Directeur Général
VIRGINIE CHAUVIN (NICOLAS)	-	Directeur Général
ARIANE MIGNON	-	Membre du conseil de surveillance
CHRISTOPHE TALLOT	-	Membre du conseil de surveillance
DOMINIQUE MULLER	-	Membre du conseil de surveillance
EVE MARTINEAU	-	Membre du conseil de surveillance
FLORENCE PAGE	-	Membre du conseil de surveillance
FLORENT ROHLES	-	Membre du conseil de surveillance
LAURENT INARD	-	Membre du conseil de surveillance
MARINE CAMBOLIN	-	Membre du conseil de surveillance
OLIVIER LENEL	-	Président du directoire
CHARLOTTE OLYMPIA MÉLISSA GUYOT (BOUYGUES)	-	Administrateur
CYRIL BOUYGUES	-	Administrateur
MARIANNE CÉCILE BRIGITTE DEBAINS (CONNAULT)	-	Administrateur
MARIE-LUCE STÉPHANIE GODINOT (TOUBOL)	-	Administrateur
OLIVIER ROUSSAT	-	Administrateur
WILLIAM ANTOINE MARTIN BOUYGUES	-	Administrateur
EMMANUEL DESMAIZIERES	-	Directeur Général

PASCAL MINAULT	-	Président du conseil d'administration
FORVIS MAZARS SA	784824153	Société liée
SAS REINE PARTICIPATIONS	451095707	Autre
ANTOINE GÉRARD MAURICE MARTEL	-	Président de SAS

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.